



[Pour télécharger le BIS n°164-165/2011](#)

Tout a débuté par un colloque, le 17 mars 2011 : « Les pauvres font de la politique / Impact, impasses et perspectives de la participation ». Le CBCS, avec trois autres partenaires <sup>[1]</sup> la [Fédération des centres de service social](#) (FCSS), le [Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté](#) (FBLP) et l'[Agence Alter](#) (Presse et innovations sociales) se sont penchés sur la question. Le doigt dans l'engrenage, le sujet tellement vaste, trois midis-débats ont été nécessaires pour poursuivre le débat.

*Edito de la Revue BIS n°164-165/2011, par le CBCS, la FCSS, le FBLP et l'Agence Alter*

## Mérites et limites de la participation

Résultat ?... Si la participation a des mérites incontestables, elle comporte aussi de nombreuses limites. Facilement critiquée, suspectée, voire dénoncée, force est néanmoins de constater que, pour lutter contre la pauvreté, des alternatives à la participation ne se dégagent pas nettement... Autre constat : une confusion, une ambiguïté entre politique de lutte contre la pauvreté et outils de lutte contre les symptômes de la pauvreté. Si la seconde incombe, entre autres, aux secteurs de l'action sociale, elle ne restera que sparadrap sur une plaie ouverte si les acteurs économiques et politiques ne s'accordent pas pour mener la première sur une vaste échelle macroéconomique. Et affirmer que la participation fait partie de la panoplie d'actions de lutte pour éradiquer la pauvreté est un leurre. Par contre, si certaines conditions sont respectées, elle représente une belle opportunité de démocratie participative, utile complément à notre démocratie représentative.

Conscients de ces deux facettes de la participation - mérites et limites -, il s'agissait d'aller un pas plus loin, d'interroger d'autres acteurs, parfois moins en prise directe avec la problématique, sur cette question : « comment, à partir du cadre existant, améliorer les processus de participation, les renforcer ? »... Plutôt que de parler d'alternatives, le débat se porte davantage sur la remise en question du cadre de la participation et ses perspectives, les moyens éventuels pour éviter l'instrumentalisation et en améliorer la portée.

Au-delà d'un aperçu des différentes perceptions liées à la notion de participation, de ses limites et potentialités à travers des regards scientifiques et de terrain, cette publication est aussi notre manière d'interpeller les autorités politiques : si rien ne bouge, les lendemains déchanteront !

Bonne lecture !